

|                   |                          |
|-------------------|--------------------------|
| Cote du document: | <u>EB 2017/122/INF.8</u> |
| Date:             | <u>15 décembre 2017</u>  |
| Distribution:     | <u>Publique</u>          |
| Original:         | <u>Français</u>          |

F



Investir dans les populations rurales

Discours d'ouverture du  
Président Gilbert F. Houngbo

Conseil d'administration — Cent vingt-deuxième session  
Rome, 11-12 décembre 2017

---

Pour: Information

## Discours d'ouverture

Comme toujours, c'est un plaisir pour moi de vous souhaiter la bienvenue à cette ultime session de 2017 du Conseil d'administration.

Et comme de coutume, je me permets de commencer par féliciter les représentants nouvellement accrédités à notre Conseil d'administration. Monsieur Eduardo Rolim, du Brésil, et Monsieur Anurag Agarwal, de l'Inde à qui nous souhaitons la bienvenue.

Bienvenue aussi à tous les autres délégués, observateurs, qui assistent au Conseil d'administration pour la première fois, ainsi qu'à tous les collègues qui ont pris place en salle d'écoute.

Mesdames et messieurs, avant de rentrer dans le vif du sujet, qu'il me soit permis de vous demander d'observer une minute de silence en mémoire des soldats de la mission des Nations Unies en République démocratique du Congo et autres membres du personnel des Nations Unies qui, malheureusement, ont perdu leur vie il y a quelques jours, dans l'attaque au Nord-Kivu. C'est pour cette raison que le drapeau des Nations Unies est aujourd'hui en berne.

Inutile de vous rappeler que cette semaine est d'une importance capitale pour le FIDA. Plusieurs dossiers critiques sont à l'ordre du jour, dont le budget de fonctionnement pour 2018, plusieurs dossiers de prêt et propositions de don, le dossier sur la transparence, et bien d'autres.

En septembre dernier, le Conseil a examiné en première lecture les projets de budget (2018) du FIDA et du Bureau indépendant de l'évaluation.

En session, et dans les semaines qui ont suivi, vous nous avez fait parvenir des commentaires très utiles, qui ont été inclus et pris en compte dans les projets de budget définitifs aujourd'hui devant vous.

Je tiens sincèrement à remercier le Comité d'audit et l'ensemble du Conseil d'administration pour les conseils avisés qui nous ont permis d'ajuster et d'affiner nos propositions budgétaires initiales dans un esprit, certes, de maîtrise des coûts, mais aussi de manière à nous permettre de mettre en œuvre des réformes nécessaires pour une meilleure efficacité de l'ensemble des interventions du FIDA.

Dans ce cadre, je voudrais ici même rappeler l'engagement que j'ai pris auprès de vous, l'engagement d'accorder une attention particulière aux indicateurs de performance dans la mise en œuvre de ces réformes, en symbiose avec le Cadre de gestion des résultats.

Faut-il aussi le rappeler, même si cela paraît évident, le budget non récurrent ne saurait en aucun cas faire partie de la base référentielle lors de l'élaboration des budgets des années à venir et ces budgets devraient revenir à des valeurs normales. En d'autres termes, l'augmentation proposée pour 2018 reste et demeure une exception à la règle.

Par ailleurs, aujourd'hui, vous serez invités à approuver un peu moins d'une vingtaine de prêts pour des projets d'investissement et de propositions de don.

Si l'on tient compte des prêts et dons approuvés selon la procédure de défaut d'opposition, et de ceux approuvés depuis le début de l'année, nous aurons atteint en 2017 un niveau se situant autour de 1,3 milliard de dollars, montant le plus élevé jamais enregistré la deuxième année d'un cycle. Ce montant n'intègre pas les quelques dossiers reportés à l'année prochaine.

Nous nous employons déjà à renforcer notre communication avec les emprunteurs afin de limiter les retards qui sont principalement imputables aux procédures d'approbation nationales, mais aussi à l'impérieuse nécessité d'un consensus sans équivoque sur des dossiers sensibles pouvant impacter la question environnementale ou celle du respect des droits de l'homme.

En un mot, nous ne nous focalisons pas uniquement sur la quantité de projets approuvés. Nous demeurons intransigeants sur la préservation des plus hauts standards de qualité pour notre portefeuille. Il nous faut donc, lorsque l'intérêt de notre cause commune l'exige, savoir temporiser pour une meilleure adhésion de tous avant soumission à l'approbation du Conseil.

Certains d'entre vous viennent de rentrer du Bangladesh. Ils ont vu le peuple bangladais en action, ils ont vu le FIDA en action, ils ont vu les difficultés auxquelles font face les communautés que nous aidons, mais également le fort sentiment d'appartenance et l'engagement dans un partenariat qui, en quarante ans, a permis d'atteindre des résultats très importants sur le terrain. Comme bien d'autres, le Bangladesh est un pays où des progrès impressionnants ont été accomplis dans la lutte contre la pauvreté et la faim grâce à un investissement très important dans plusieurs secteurs, notamment l'agriculture et le développement rural. Cela dit, le FIDA devra trouver des solutions encore plus novatrices pour continuer d'améliorer les revenus du monde rural et de renforcer sa résilience face aux défis climatiques et à la fragilité liée à l'extrême pauvreté.

Pour ces raisons, et bien d'autres, le FIDA se doit de mieux adapter ses services aux besoins de ses États membres.

L'approbation du Cadre de transition, cohérente avec les autres changements que nous mettons en œuvre, vise à rapprocher le FIDA de la réalité propre à chaque pays, à contribuer de la manière la plus visible possible aux programmes nationaux de développement et, enfin, à augmenter l'impact de ses interventions sur le terrain.

Dans le cadre de notre politique liée à notre modèle opérationnel, nous souhaitons offrir à nos États emprunteurs un ensemble complet de mesures d'appui, et de politiques financières et opérationnelles.

Une partie du Cadre de transition, notamment les modifications aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA, vous est présentée aujourd'hui pour approbation. Nous voulons avancer assez rapidement dans ce domaine, car nous souhaitons que ces modifications soient approuvées par le Conseil des gouverneurs en février 2018 et appliquées au cycle de FIDA11, c'est-à-dire au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Pour le reste du Cadre, nous proposons de constituer un Groupe de travail et d'organiser une série de séminaires informels, pour que la collaboration et la participation soient les plus larges possible.

La transparence est un élément essentiel de la stratégie du FIDA, qui vise à instaurer une culture des résultats dans sa gouvernance, sa gestion, ses opérations et ses appuis aux gouvernements. Je me réjouis d'ores et déjà de l'approbation imminente, je l'espère, de notre nouvelle politique en matière de transparence.

Pour terminer, je dirai que nous ne nous reposerons pas sur nos lauriers l'année prochaine. En effet, 2018 sera la dernière année de FIDA10 et nous devons tout mettre en œuvre pour respecter les engagements que nous avons pris dans ce cadre. Je suis déterminé à consolider les réformes engagées au cours des derniers mois afin de faire en sorte que le FIDA devienne une institution toujours plus novatrice, plus efficace et plus efficiente.

En effet, le FIDA ne peut pas faire le choix du statu quo si nous voulons jouer un rôle plus important, de concert avec nos partenaires dans la lutte contre la pauvreté, la faim et les inégalités.

C'est dans ce cadre, avec votre permission, que je déclare officiellement ouverte la cent vingt-deuxième session du Conseil d'administration.